



Clermont-Ferrand

Discours d'Emmanuel Macron

07 janvier 2017

Merci à vous.

Bonsoir à toutes et tous. C'est formidable de voir cette énergie, là, dans cette salle. Vous êtes plus de 2500 ce soir.

Nous sommes plus de 2500 ici, et je veux commencer par présenter mes excuses aux quelque 500 personnes que nous n'avons pas pu faire rentrer, qui comme vous ont attendu dans le froid et malheureusement n'ont pas pu nous rejoindre.

Mais vous êtes là, nous sommes là, c'est le plus important et je vous en remercie.

Merci à Guy et Valérie d'avoir, non seulement lancé notre rassemblement ce soir, mais depuis le début de vous être engagés à nos côtés pour porter le mouvement, ici, à Clermont, dans tout le département et au-delà d'ailleurs, dans la région. Et je sais que ce soir, ça n'est pas simplement Clermont, Cournon, mais bien toute la région et au-delà, qui est avec nous, et qui ce soir donne toute son énergie.

Je me souviens avec beaucoup d'émotion de mes précédents passages à Clermont. Il y a près de 2 ans maintenant, lors de l'enterrement de François MICHELIN. Et je me souviens, cette gravité vibrante qu'il y avait, cette pierre noire de la cathédrale, cette gravité qui avait envahi toute la ville et qui montrait combien ici, on ressent profondément, dans le silence et la douleur. Je me souviens aussi, quelques mois plus tard, lorsque nous sommes allés à Issoire, à Champeix ... mais ce n'est pas possible que vous soyez autant sauf à ce que Roger JEAN, que je salue, ait emmené tout le monde !

Et il est avec nous depuis le début, lui aussi, avec courage. Je veux remercier toutes celles et ceux qui ce soir sont là à mes côtés, sont venus du département, de la région. Jacques MEZARD qui est là depuis le début, esprit libre et courageux, qui m'a emmené

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 17

dans son Cantal - et j'en reparlerai tout à l'heure - avec bonheur et fierté, et qui continue à m'accompagner pour que chaque jour cette ruralité - sur laquelle je reviendrai - on ne puisse non pas en parler avec des mots, mais aussi avec de l'émotion. Parce que je n'oublie pas tes larmes lorsqu'un petit matin tu m'as emmené dans une exploitation laitière, et que tu m'as expliqué comment ces territoires parfois avaient été abandonnés ou délaissés.

Je remercie aussi Christian, Christian TEYSSÉDRE, qui vient de Rodez, et qui lui aussi depuis le début est à mes côtés, et nous avons cheminé l'été dernier, et vous êtes plusieurs à venir de la région. Remercier la Lozère et Francis, remerciez la Corrèze, voilà, vous remerciez toutes et tous, et René, René SOUCHON qui a dirigé la région et qui est là ce soir aussi. C'est cette réconciliation de toutes celles et ceux qui parfois d'ailleurs ont mené sur le terrain des batailles contraires, qui n'étaient pas toujours d'accord, mais qui ont toujours, avec la même conviction, oeuvré, oeuvré ici, oeuvré pour l'Auvergne et ses belles terres. C'est aussi le combat que mène votre président du conseil départemental, Jean-Yves GOUTTEBEL, il n'est pas avec nous ce soir, il n'a pas pu, mais je m'honore d'avoir son soutien et son parrainage.

Et je ne peux ni ne veux passer sur ces terres, sans rendre un hommage légitime à celui qui pendant de nombreuses années a oeuvré pour l'Auvergne, le Président GISCARD D'ESTAING, qui après avoir accompagné la France dans un moment fort de modernisation, de libération aussi de sa société, a porté la cause de l'Auvergne, loin et fort, et a commencé certains combats que Jean-Yves continue aujourd'hui.

Vous êtes nombreux ce soir ici, vous êtes nombreux parce que quelque chose se passe dans le pays. Parce que oui, une vague monte. Cette vague, ça n'est pas un homme seul, comme certains veulent encore le croire, ou alors vous les avez ce soir formidablement démentis.

Cette vague, ça n'est pas non plus un mouvement parisien, ou alors ce soir j'ai un problème de géographie.

Et cette vague, ça n'est pas une bulle, c'est une vague qui monte depuis le premier jour, parce qu'elle vient du cœur du pays, parce que ce que depuis le premier jour nous avons fait ensemble, c'est d'écouter, de construire, d'aller chercher les idées, les convictions, partout dans le pays. Nous avons fixé un cap, des valeurs, mais l'énergie est là partout et c'est celle-ci qui accompagne En Marche, c'est celle-ci qui monte, et ce soir avec vous j'en suis fier, j'en suis heureux !

Alors je suis venu ce soir, à Clermont-Ferrand pour vous présenter mes vœux. Je vous ai fait grâce de ces vœux vidéo dans lesquels tout le monde aujourd'hui a décidé de donner son talent. Parce que quand on a certaines fonctions, ils sont légitimes, on peut les faire à ses amis, mais il me semble que ce qui a le plus de sens c'est de les faire au cœur, au contact du pays, et donc je les fais ce soir devant vous. Evidemment, il y a les vœux de santé, il y a les vœux pour vous, vos proches, vos familles, il y a des vœux de mobilisation, indispensables parce que notre combat est collectif pour redresser notre pays. ***Mais les vœux ce soir que je veux formuler pour vous, ils tiennent en deux mots : « penser printemps ».***

Ces deux mots, ce ne sont pas les miens, je les emprunte sur ces belles terres radicales à une grande figure du radicalisme français, à un grand intellectuel, un homme politique, un professeur : Alain. Il fait partie de ceux qui ont rythmés mon enfance, de ces lectures qu'on

Seul le prononcé fait foi.

n'oublie pas. Alain a écrit beaucoup de grands textes, mais il a écrit aussi ce qu'on appelle ses "Propos", qui étaient une espèce de carnet quotidien. Et il y a à peu près un siècle, un peu plus, il a écrit en un 31 décembre et dans les premiers jours de janvier, un très beau petit texte qu'il a intitulé « Penser printemps ». Et il disait, et je le cite de mémoire, donc imparfaitement, qu'au moment où l'année tourne sur ses gonds, quand - disait-il - les arbres font dentelle (et ce soir je crois qu'on peut le voir, ce sont ces moments où le givre saisit la nature), lorsque tout semble mort, lorsque tout semble triste, lorsque tout parfois semble perdu, morose, il faut penser printemps. Non pas penser printemps pour s'émerveiller ; non pas penser printemps par bêtise, ou par une forme de béatitude médiocre ; mais penser printemps parce que, au moment même où cette désolation s'installe dans la nature, quelque chose se prépare qui est déjà là. Alors certains ne le voient pas ou ne veulent pas le voir, certains peuvent désespérer, mais le printemps revient, et il est déjà gros dans l'hiver, il est déjà là.

Alors ce soir, pour vous et vos familles, pour nous tous, je veux vous dire de penser printemps. Et penser printemps, d'abord, cela veut dire ne pas nous affaisser, ne jamais accepter le quotidien, les peurs, les doutes, parfois la panique qui nous étreint, ne jamais accepter d'être victime et mener le combat. Et je commence par cela parce qu'aujourd'hui, il y a deux ans, notre pays était frappé par les attentats. Je n'oublie pas les attentats de Toulouse, dès 2012. Je n'oublie pas tous les attentats qui ont suivi : l'Hyper Cacher deux jours plus tard, évidemment ceux de novembre 2015, de Magnanville, de Saint-Etienne, du Rouvraix, de Nice. Mais, il y a deux ans nous avons encore toutes et tous à l'esprit ces 3 jours de panique qui ont commencé, ces 12 morts. Cela nous devons ce soir y penser. Je veux d'ailleurs ce faisant rendre un hommage tout particulier à l'un des nôtres, l'un des vôtres, Michel RENAUD, journaliste de Clermont qui était passé là pour échanger quelques dessins avec Cabu, et qui lui aussi fit partie des victimes. Alors ce jour-là, notre pays a été frappé au cœur, et ce sont les beaux mots de Prévert qui me viennent à l'esprit : « j'ai compris le bonheur au bruit qu'il faisait en partant ». C'est cela ce qui s'est passé. Ce fut la fin de l'innocence. Je vous dis cela ce soir, non pas pour agiter les peurs, non pas pour vous dire que nous devons tout oublier de notre quotidien, de nos défis, de notre avenir, non, pas du tout. On ne construit simplement rien de solide si on ne pense pas au passé, si on n'a pas en mémoire ce qui est advenu. Mais je vous le dis aussi ce soir, parce que penser printemps dans ces moments-là, ça veut dire avoir l'esprit de responsabilité, mais ne rien céder à la peur, ne rien céder non plus aux voix qui voudraient nous faire changer, basculer, nous faire oublier ce que nous sommes au titre de la peur.

Dans notre pays, certains ont voulu nier ce qui s'est passé. C'est une erreur profonde. Mais dans notre pays, bien souvent la réaction a aussi été une forme de panique, d'agitation continue, une forme d'autoritarisme excessif, comme si cela permettait au fond de répondre à l'émotion. Rien ne répond à l'émotion. Elle est là et nous devons la vivre, l'embrasser, l'accompagner mais nous devons nous tenir debout. Ne jamais accepter d'être les victimes, non pas d'une guerre - une guerre supposerait d'avoir un ennemi et une armée - mais d'une lutte, une lutte sans merci qui a alors commencé. Une lutte contre le crime terroriste absolu, contre un islamisme terroriste et radical qui abîme notre pays, qui l'abîme parce qu'il conduit certains à confondre tous les sujets, et à vouloir par ce truchement attaquer une partie des Françaises et des Français en raison de leur religion. Ils divisent le pays en son cœur, parce que certaines et certains ont commis l'erreur de vouloir sombrer dans la panique. Nous devons dans cette période qui va durer, nous tenir droits, forts, parce que c'est cela l'Histoire, le sens, le cœur du peuple français. D'être parfois attaqué, mais de ne rien céder à la panique, d'être tenu par un commandement : celui de l'autorité vraie, qui donne un cap, qui assure une sécurité, mais qui à chaque instant, refuse de voir son agenda dicté par quelques-uns qui sont des barbares, refuse de

se laisser diviser par quelques-uns qui n'attendent que cela. C'est cela notre devoir, et c'est cela ce que je veux conduire.

Alors cela signifie continuer à nous battre, sur tous les théâtres d'opérations où la France et ses valeurs doivent être défendues, et où les risques peuvent advenir, où les terroristes se préparent : la Syrie et l'Irak aujourd'hui, la Libye sans doute demain, une partie du Sahel. Et la France continuera à prendre ses responsabilités sur ces théâtres d'opérations, elle le continuera avec un engagement sans faille, et je veux ici, avec vous, ce soir en ce début d'année rendre un hommage vibrant à nos forces de l'ordre, à nos armées, à toutes celles et ceux, à nos enfants qui se battent sur ces théâtres d'opérations, pour défendre la France, pour la protéger contre ce qui est et ce qui peut advenir.

Cela, nous continuerons à le porter. Mais nous l'inscrirons dans une stratégie qui doit être plus européenne, avec nos partenaires allemands, avec nos partenaires européens. Parce que ces défis sont des défis européens, aussi. Parce que la France ne peut porter seule, éternellement, ce fardeau.

Parce que l'Europe, c'est un rêve de paix, c'est un rêve vibrant, qu'on doit cesser d'accuser de tous les maux, mais à l'égard duquel nous devons être exigeants.

Et donc oui, j'irai la semaine prochaine à Berlin pour parler précisément de cela, des nouvelles menaces qui existent partout dans le monde, d'un monde qui se bouleverse, où la puissance américaine n'est plus là pour nous protéger, et où la France doit porter son rôle, son rang, mais avec ses partenaires, avec l'Allemagne, avec l'Europe.

Être à la hauteur de ces défis, penser printemps aujourd'hui en se remémorant ce qui s'est passé il y a deux ans, c'est aussi prendre toutes nos responsabilités en matière de sécurité. J'entends les doutes, les colères de nos forces de l'ordre, qui se sentent aujourd'hui parfois abandonnées, qui ont besoin de moyens - et j'y reviendrai dans les prochaines semaines - qui attendent de la visibilité, une considération légitime. Elles étaient là, tout au long des mois qui ont passé. Et nous devons non seulement maintenir les engagements pris, mais aller plus loin, confirmer les 10 000 engagements d'embauche dans la police et dans la gendarmerie pour les 5 prochaines années, qui sont indispensables pour maintenir la sécurité de nos territoires, au plus proche du terrain. Par une police de proximité, par une police au contact de la population qui, elle aussi, permettra de mieux prévenir. Cette sécurité, elle est la réponse dans la durée, sans panique, sans agitation, dans la constance, la réponse à ce que nous sommes en train de vivre. Car cette lutte va durer.

La réponse c'est aussi d'avoir, chevillée au corps, une vraie politique de laïcité. Ah, ce mot ! Certains lui auraient presque fait perdre son sel, en le répétant à ce point. La laïcité, ça n'est pas un mot de haine. Ça n'est pas un ennemi. Ça n'est pas non plus un mot devenu ringard, comme disent d'autres. C'est le cœur vibrant de notre République. C'est l'un de ses principes. C'est au cœur de son socle. Parce que la laïcité c'est une liberté : la liberté de croire, et de ne pas croire. La laïcité, c'est ce principe qui protège tout un chacun, qui dans un quartier, dans une ville, ne veut pas céder à la tyrannie de la majorité et veut garder son quant-à-soi, sa liberté de penser.

La laïcité, c'est cette liberté qui permet à d'autres d'exercer leur religion en respectant les autres religions, mais de le faire partout aussi dans la République.

Ne cédon's rien sur ce principe. Ni à celles et ceux qui veulent défendre des communautarismes en attaquant la laïcité, qui veulent porter un projet politique contre la

Seul le prononcé fait foi.

République en s'attaquant à la laïcité, mais ne laissons rien non plus à celles et ceux qui veulent attaquer la laïcité pour porter une forme de projet de haine ou d'exclusion.

La laïcité c'est la République française tout entière. C'est un bloc, et ce bloc, c'est une liberté !

À vos côtés, ce sont ces engagements, ces principes, que par fidélité à ce que nous sommes et ce que nous avons vécu, je porterai durant les mois qui viennent et les années qui viennent. Penser printemps, c'est construire l'avenir, vous l'avez compris. C'est cela, le rêve d'Alain. Mais penser printemps, ça ne veut pas dire non plus promettre à tout va, penser que le printemps est déjà là, que sans avoir semé on pourrait déjà promettre la moisson à tout un chacun. Parfois ces périodes de campagne électorale sont une incitation à la moisson de ce qu'on n'a pas encore semé. Mais pour penser printemps, il ne faut pas non plus désespérer, il faut accepter d'expliquer qu'on peut semer sur toutes les terres, qu'on peut produire sur toutes les terres, à condition qu'on s'en donne la peine et les moyens.

Le grand homme de cette ville, de cette région, Pascal, avait une très belle formule : il faut qu'il y ait dans l'éloquence, disait-il, de l'agréable et du réel. Mais il faut que cet agréable soit réel. C'est une de ses "Pensées" ; elle est d'actualité. Parce que ce que je vois autour de nous, c'est beaucoup de projets qui parfois fleurissent, des promesses qui aujourd'hui, dans les campagnes de certains, sont formidables : on vous promet de distribuer l'argent qu'on n'a pas, des revenus universels, de nouveaux droits, un crédit. On promet au fond l'argent de nos enfants ou de nos petits-enfants. C'est de l'agréable sans le réel.

Puis de l'autre côté, j'entends des projets qui vous proposent la purge, le tournevis. L'Angleterre, mais pas celle d'aujourd'hui, celles des années 80. La société française, mais pas celle d'aujourd'hui, celle d'avant les années 60. Ils promettent une forme de réel, celui des arbres qui font dentelle dont nous parlait Alain. Mais enfin, c'est pas très agréable.

Et donc pour penser printemps il faut conjuguer les deux. Il faut regarder la réalité telle qu'elle est, avec tout ce qu'elle emporte de contraintes, de défis. Et donc il ne faut pas semer des illusions.

Mais en même temps, il faut refuser d'enfermer les Français dans une espèce d'alternative mortifère où pour progresser, il faudrait réduire les droits de certains ; où, pour aller de l'avant, il faudrait désespérer ; où, pour essayer d'entrer dans le XXIème siècle, il faudrait adopter les mesures et les techniques d'il y a 20 ou 30 ans.

Penser printemps mes amis, c'est réconcilier l'ambition et le réel, c'est réconcilier la volonté de faire et les contraintes d'aujourd'hui.

Et donc, le projet que je veux porter avec vous, c'est un projet de bon sens. Mais où nous allons toutes et tous nous dire la vérité : il faut d'abord produire pour pouvoir distribuer. Sinon ça n'existe pas.

J'avais tout à l'heure des gens très généreux qui, devant les Halles de Clermont, m'expliquaient : "vous..." - malheureusement, chacune et chacun vit dans sa condition : je passe pour être un odieux banquier ; j'essaye de me remettre, de me traiter, depuis plusieurs années, mais ça ne passe pas... Et donc, on me disait "vous, vous êtes un odieux banquier, vous ne faites rien pour les pauvres". Alors j'essayai de me défendre, je

Seul le prononcé fait foi.

lui dis "non, les gens comme vous m'avez attaqué déjà il y a deux ans, quand on a fait l'ouverture des cars". C'est pas mes chiffres, ça vient d'être montré par des analyses indépendantes : 900 000 personnes modestes, pauvres - parce qu'il faut appeler un chat un chat - ont pu se déplacer. Des gens qui ne pouvaient pas se payer le train, ou qui n'ont pas de voiture.

Et donc, lui disais-je : "vous vous faites une fausse idée. Vous appelez ça de la libéralisation : c'est un gros mot." On a ouvert un secteur, les autocars, qui était fermé, tout était interdit. Vous vouliez ouvrir une ligne entre Clermont et Lyon, ou Clermont-Marseille, il fallait demander des autorisations invraisemblables, il fallait faire du cabotage international. Si vous faisiez Clermont-Milan en passant par Lyon, vous aviez le droit. On a simplifié. Donc oui, on a libéralisé. Mais la liberté, on l'a réconciliée avec la justice. Parce que qui en bénéficie ? Des gens qui choisissent de se déplacer ainsi, et qui ne pouvaient pas quand c'était fermé avant. Et donc vous voyez bien cette fausse idée. Parce que lui il me disait : "si vous étiez pour les pauvres, vous taxeriez les riches". Je lui ai dit : il faut que vous regardiez comment les autres font à côté. Il faut, vous avez raison, pour redistribuer, taxer les plus fortunés. Mais enfin, on les taxe pas mal en France déjà. Honnêtement. Je vais être honnête, je ne vais pas pour vous faire plaisir dire qu'on va taxer davantage les riches. Parfois ça a marché dans des campagnes. On a pu dire : on va les taxer encore plus. Dans une économie ouverte au monde - et la France elle est dans le monde, elle produit dans le monde - on peut décider de taxer les plus riches. Mais enfin, ils vont s'enrichir ailleurs. Donc on perd des opportunités.

Il faut mieux les taxer pour réinvestir dans les services publics, dans l'économie. Mais il faut surtout les encourager à produire davantage dans le pays. Et ensuite il faut voir comment donner une place à chacune et chacun, comment ouvrir des secteurs.

Ce qui est intolérable, c'est pas que des gens s'enrichissent, quand c'est pour de bonnes raisons : quand ils ont inventé quelque chose, quand ils travaillent dur, quand ils s'engagent. **Ce qui est intolérable c'est que d'autres, parce qu'ils viennent de milieux modestes, ne puissent pas s'enrichir, ne puissent pas, alors qu'ils ont des talents, du travail, de la volonté de faire, aller de l'avant. C'est cela, le vrai combat qu'on doit mener !**

Et donc ce que je veux, c'est qu'on réconcilie la liberté et la justice. La liberté et l'égalité. Ça n'est pas un hasard, si sur le frontispice de notre République, ces deux mots sont accolés. Ça n'est pas pour les opposer, c'est parce qu'ils se conjuguent ensemble, en action. C'est cette réconciliation à laquelle nous devons arriver. C'est cela le projet progressiste que nous allons porter !

Alors pour ce faire, **il faut libérer. Libérer l'énergie, l'énergie des individus, l'énergie du peuple, et l'énergie des territoires.** Ce sera ma première priorité.

Le même Alain avait une phrase superbe. Très radicale, cher Jacques, du début du XXème. Il disait : "l'individu qui pense contre la société qui dort, voilà l'histoire éternelle et le printemps aura toujours le même hiver à vaincre." On retrouve notre 'penser printemps'. Cette bataille de l'individu, c'est celle pour la liberté, la liberté de faire, d'entreprendre, de créer, de travailler.

Alors oui, je crois à la liberté des individus, à la liberté pour faire. Et je l'ai dit, le premier combat que je veux mener, c'est un combat pour le travail, je veux que chacune et chacun puisse travailler dans notre pays plus facilement, que les entrepreneurs embauchent plus

Seul le prononcé fait foi.

facilement, que les entrepreneurs investissent plus facilement, mais que chacune et chacun puisse aussi travailler plus facilement et soit mieux récompensé de son travail.

Alors pour cela, qu'est-ce que nous allons faire ? D'abord conduire une réforme du Travail ambitieuse : **notre droit du travail doit être simplifié**. Non pas en vous promettant une loi qui va dire "on doit passer de 35h à 39h, on doit modifier tel ou tel dispositif", non. Parce que d'abord je rentrerai dans une rizière terrible, qu'on connaît par cœur - on en a vécu un énième épisode au printemps dernier. Nous devons rentrer, dans la matière, dans le cadre d'une République contractuelle. Qu'est-ce que ça veut dire ? La loi doit définir un cadre, un ordre public social ; le reste il faut le renvoyer au contrat, à la discussion sur le terrain : les accords majoritaires de branches, d'entreprises, ce qui sur le terrain, permet de construire les bonnes solutions pour, en matière de seuils, en matière de temps de travail, en matière d'organisation, permettront de s'organiser plus librement, plus concrètement. Je refuse de réduire la discussion sur le droit du travail à une espèce d'opposition entre les généreux irréalistes et les réalistes qui réduisent les droits. Ça, c'est une bataille qui mènera nulle part.

Comment nos voisins ont fait ? Certains ont accepté de réduire les droits, massivement. Eux ils ont fait de l'austérité - on entend souvent parler de cela. Ce n'est pas ce que je propose. D'autres, les Allemands, certains autres voisins, ont su créer, au plus près du terrain, des vrais accords, une logique productive industrielle pertinente. C'est cela que je veux pour notre économie. Parce que, une exploitation agricole, l'exploitation que nous avons visitée ensemble dans le Cantal, elle n'a rien à voir en termes de droit du travail, en termes de contraintes, avec un grand groupe industriel qui est à Paris, qui a deux usines en France, ou même avec la Bosch, comme on dit, à côté de Rodez. Ça n'a aucun sens ! Vous avez d'un côté quelqu'un qui a deux employés, qui doit se lever tous les matins à 5h quand ça n'est pas plus tôt, qui se bat au quotidien, avec des règles qui ne sont pas faites pour lui ; et de l'autre un grand groupe, qui a des milliers d'employés, et qui est installé, avec une solidité financière, une capacité à s'organiser, à gérer la complexité.

Si nous voulons avoir une réponse adaptée, et bien il faut permettre, selon les secteurs, la taille l'entreprise, d'adapter nos règles. De permettre que dans cette exploitation agricole, qui veut grandir, ou dans un restaurant, qui veut se développer - il y en a tellement qui viennent de la région et que je connais si bien à Paris... Vous pouvez les applaudir parce que ce sont des courageux ! Il faut qu'ils puissent négocier peut-être de ne pas avoir, de ne pas créer un comité d'entreprise ou un CHSCT à 50 salariés. Parce que les représentants des salariés sont prêts, parce que ça n'a pas de sens pour eux, mais en revanche ils veulent des heures supplémentaires mieux payées. C'est ça le vrai dialogue social. Le dialogue pragmatique. C'est cela que nous allons mettre en place, c'est ce sur quoi on va avancer.

Ensuite, il y a un point qui me tient à cœur : c'est ce qu'on appelle le coût du travail. Là aussi, que n'entendons-nous : "quand on baisse le coût du travail, on fait des cadeaux aux entrepreneurs". Non. On ne fait pas des cadeaux. De la même façon que je n'ai jamais croisé un entrepreneur qui embauchait les gens pour les licencier. Il y a des idées ancrées dans la tête de certains qui n'ont pas beaucoup de sens.

Mais nous sommes au cœur d'une révolution numérique, d'une transition environnementale profonde, qui change nos habitudes de consommation, qui change notre organisation collective. Qui fait que nous sommes aujourd'hui dans ce monde ouvert, soumis à la concurrence de pays à bas coûts, de pays qui innovent, et que nous-mêmes dans beaucoup de secteurs, nous devons innover, investir, transformer le modèle productif. Et pour cela, et bien il faut prendre en compte deux choses : il faut que **Seul le prononcé fait foi.**

les employeurs puissent investir pour se moderniser, pour produire moins de CO2, pour justement accompagner, non pas accompagner, faire cette transition énergétique et environnementale. Ce sont les entreprises qui les font sur le terrain, celles qui vont investir pour moins polluer, pour développer des panneaux solaires, pour changer leurs processus de production, pour avoir justement une meilleure gestion des flux. Et, elles doivent investir aussi - tu le sais bien cher Bruno - pour la robotique. Pour là aussi, se développer, être plus compétitives. Pour le numérique.

Quand vous n'avez pas de marge, vous ne pouvez pas investir. Et donc, en 2011, la France a atteint un niveau record de charges mais surtout elle avait le niveau record des marges les plus basses. Quand les entreprises en sont là, elles ne mènent aucun combat. Et l'investissement qu'on ne fait pas aujourd'hui, ce sont les emplois qu'on fera pas demain.

Donc oui, je suis pour conduire une politique d'amélioration des marges de l'entreprise, pour qu'elles puissent investir et embaucher. Et de l'autre côté, si vous ne baissez pas le coût du travail, le travail sera de plus en plus concurrencé par le travail à l'autre bout du monde, celui qui ne coûte rien et qui ne paye aucune charge en France, celui qui est fait en Chine, en Inde, ou ailleurs ; ou la robotisation. Et c'est à ce moment-là qu'on fait des choix qui ne sont pas les bons. La robotisation, elle accompagne le travail. Mais si on ne fait pas les bonnes réformes et bien on supprimera tout, à terme.

C'est pourquoi je supprimerai le CICE pour le remplacer par une baisse de charges, claire, durable, pour tous les types d'entreprises.

Pas pour faire des cadeaux. Pour défendre l'emploi. Pour défendre l'investissement dans mon pays. Et donc ce sera, pour tous les types d'entreprises, les petites, les grandes, les individuelles, les collectives, celles de l'économie sociale et solidaire comme celles qui ne paient pas l'impôt sur les sociétés : 6 points de charges en moins.

Et ce, pour tous les salariés jusqu'à 2,5 SMIC. Mais en plus de ça, il faut aller plus loin. Les charges, c'est aussi et surtout un problème pour celles et ceux qui sont les plus jeunes, les moins qualifiés, qui peuvent parfois avoir une opportunité d'emploi, mais pour lesquels le SMIC, avec les charges, est trop important. Il y a aujourd'hui, sur notre territoire, beaucoup d'emplois détruits ou d'emplois qui ne sont pas créés à cause du niveau de charges qu'il y a encore au niveau du SMIC. Et donc, en plus de ces six points de charges, je supprimerai toutes les charges générales (...).

C'est une mesure que je n'avais pas jusqu'alors révélée qui fait que, pour tous les emplois au SMIC, il y aura 10 points de charges patronales en moins.

C'est un investissement. C'est un investissement pour toutes les entreprises qui en ont besoin.

Ces 4 points additionnels, et bien je les financerai en faisant successivement monter en charge cette fiscalité environnementale qui est prévue, et en particulier les convergences nécessaires. Parce que c'est comme ça que nous arriverons à faire progressivement muter notre économie.

Alors pour libérer le travail il y a bien d'autres mesures, bien d'autres décisions et engagements que j'ai annoncés, et que je vais vous confirmer : nous augmenterons le pouvoir d'achat.

Salariés, fonctionnaires, indépendants, professions libérales verront leur pouvoir d'achat augmenter compte tenu de la mesure de compensation que je prendrai sur la CSG. Tous ! Parce que je veux qu'en France, le travail paye mieux.

Nous irons aussi plus loin sur la réforme des prud'hommes, indispensable, où je confirmerai le plafond censuré par le conseil constitutionnel, qui est absolument nécessaire pour donner de la visibilité.

Je supprimerai le RSI.

Je le supprimerai en faisant deux choses : d'abord en permettant un droit d'option pour tous les indépendants pour opter pour le régime général d'assurance maladie. Je vois que, on s'en est parlé ce midi... je vous le rassure, je n'ai pas découvert cela ce midi, mais je savais que j'allais vous l'annoncer ce soir. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui beaucoup d'indépendants qui payent moins de cotisations qu'au régime général découvrent qu'ils ont des risques. Ils tombent malades. Ils ont certains problèmes qui ne sont pas bien couverts par le RSI. Et à ce moment-là, ils se tournent vers d'autres garanties, dites Madelin, qui sont des régimes plus spécifiques. Et on leur demande à ce moment-là beaucoup plus que pour le régime général. Et ils découvrent qu'il faut faire des tests de santé, qu'on leur demande des charges nouvelles. Et ce qu'ils pensaient être un cadeau devient un cauchemar. Donc il faut qu'il y ait un droit d'option, parce que ça correspond à la réalité de la vie.

Je supprimerai cette caisse qui gère trop peu, en fait, d'indépendants, et qui donc a des délais trop importants, a des ratés, des erreurs, et qui donc conduit à des tracasseries, parfois des traumatismes, pour beaucoup d'indépendants, parce que tous les indépendants qui travaillent en France doivent avoir les mêmes droits que l'ensemble des salariés du secteur privé ou que l'ensemble des fonctionnaires en terme de qualité des prestations, en terme de rapidité des remboursements.

Et donc cette réforme, c'est cela.

Alors pour penser printemps il faut libérer les énergies, le travail. Mais il faut aussi, dans le même mouvement, tenir nos équilibres, et faire plus pour ceux qui ont moins.

C'est cela le deuxième pilier de ce penser printemps que je voulais partager avec vous ce soir. Faire plus pour ceux qui ont moins, ça veut dire : parce qu'on a produit davantage, parce qu'on a trouvé ces flexibilités, ces libertés, parce qu'on a ouvert des secteurs, parce qu'on a accepté d'avoir plus de flexibilité dans le travail, on doit aussi accepter de regarder les transformations en cours et les injustices qui sont là, qui se créent.

On ne fait pas bien si on libère sans être juste. Le projet aujourd'hui porté par la droite conservatrice est un projet injuste parce qu'il libère... J'entends certains dire "c'est un projet libéral". Non. Non. Le libéralisme politique comme économique, il libère, mais il libère les individus en regardant les inégalités de départ. Il ne libère pas pour que ceux qui ont déjà réussi réussissent mieux. Ça c'est du conservatisme.

Par contre, quand on libère, quand on ouvre, quand on permet aux énergies de se déployer, il est indispensable, dans le même temps, de considérer que certaines et certains n'ont pas les mêmes chances, viennent d'une autre famille, d'un autre endroit, d'autres territoires, qu'ils n'ont pas les mêmes capacités à faire, parce qu'il y a des inégalités de départ. Et c'est pour cela que ce deuxième pilier dont je veux vous parler ce soir, ce "faire plus pour ceux qui ont moins", ça n'est pas de la commisération. Ça n'est

Seul le prononcé fait foi.

pas l'aumône - c'est insupportable. C'est le cœur de la promesse républicaine, celle de fraternité qu'on oublie trop souvent, mais c'est celle de l'égalité vraie. C'est celle qui consiste à regarder, non pas une égalité d'arrivée, qui est une promesse intenable. Je ne vais pas vous promettre ce soir, mes amis, que tout le monde à la fin, que tous et toutes, nous serons égaux, ça n'est pas vrai. Parce qu'il y en a qui sont plus grands, d'autres qui sont plus petits ; il y en a qui travailleront plus, d'autres moins ; il y en a qui sont talentueux, d'autres non ; il y en a qui auront de la chance, et d'autres qui en auront moins.

Mais ce qui est insupportable c'est qu'avec les mêmes mérites, la même volonté, le même engagement, parce qu'ils seront nés dans une famille donnée, dans un territoire donné, ils n'auront pas pu réussir comme d'autres, ailleurs, c'est cela qui est intolérable aujourd'hui.

Alors faire plus pour ceux qui ont moins, c'est penser ensemble nos transitions. C'est penser ensemble pour le chômage et la formation continue, des droits plus justes. Mais ce que je veux, c'est un chômage qui n'est plus seulement une assurance donnée à quelques uns ; des droits sociaux qui ne sont plus seulement une assurance donnée à quelques uns. Mais un système social où le chômage comme la maladie est un droit ouvert donné à ceux qui travaillent ou entreprennent, aux exploitants agricoles et qui n'ont pas le droit au chômage, ce qui est une injustice profonde. Aux commerçants, cher Francis, aux artisans, à toutes celles et ceux qui eux aussi prennent des risques et qui, s'ils ratent, peuvent tout perdre. C'est un élément de justice et d'efficacité. Mais en même temps, ce que nous allons faire, j'entends certains qui disent "ce n'est pas finançable, c'est horrible" - les gens dont je parle là, ce ne sont pas des. Il faut arrêter de penser ça. On ne va pas voir demain des artisans, des indépendants qui vont se mettre au chômage. Ils se mettent déjà pas en congé maladie. Non. Par contre, nous allons être justes en cas de faillite. Nous allons éviter - il faut bien le dire et le regarder en face - des suicides, parce que qu'est-ce qui se passe ? Sur nos territoires, ce sont des suicides, partout, dans ces catégories, parce qu'on laisse des Françaises et Français sans solution. Et nous allons le financer par une vraie politique de droits et de devoirs.

Le chômage ce ne sera plus un droit acquis. J'en changerai le financement. Il ne sera plus payé par les charges salariales, mais par l'impôt. Donc ce sont des droits, mais en même temps des devoirs. Plus personne ne vous dira "Moi j'ai droit au chômage donc je vais y rester encore." ; "Moi j'ai droit au chômage donc l'offre d'emploi que vous me faites là, elle est bien... mais elle serait mieux dans 3 mois." Je ne vous dis pas que c'est la généralité. Parce qu'être au chômage c'est une stigmatisation, c'est une douleur au quotidien. Mais aujourd'hui, parce que notre système est ainsi, et bien il y en a qui l'optimisent.

Je déteste le discours porté par certains, parfois dans cette région, ce discours d'assistanat. Non.

Il n'y a pas d'assistanat. Il y a des gens qui ne font pas leur devoir - bon, c'est une chose. Mais parler d'assistanat, c'est mettre tout le monde dans le même sac, c'est dire : "le chômeur est un fainéant". Mais enfin ! Celui qui a vécu un choc industriel, une transformation profonde, dont l'entreprise s'est effondrée. Celui qui n'arrivait plus à rendre son lait, c'est un assisté ? Allons.

Mais en même temps, ça donne le sentiment que tout se vaut. Par contre, l'idée que portent certains - les mêmes - qu'il faudrait réduire la durée des indemnités de chômage, elle ira plus vite vers l'assistanat. Parce que c'est l'idée que certains qui sont au chômage,

Seul le prononcé fait foi.

si on leur réduisait les droits, iraient plus vite retrouver un emploi. La belle affaire ! Ils en trouvent sous le sabot d'un cheval ? Non, ils iraient plus vite vers les minimas sociaux.

La clé, c'est un système de droits et de devoirs. Je veux que tous les travailleurs, quelle que soit leur situation, puissent avoir accès au chômage. Je veux que tous les travailleurs aient accès à la formation quand elle est nécessaire. Parce que demain, s'il y a un accident industriel dans un endroit, on ne peut pas laisser les Françaises et les Français dans le même secteur avec les mêmes qualifications. Il faudra les reformer. C'est une transformation, une révolution en profondeur de notre formation continue que je propose. Parce qu'il faudra, pour un an, deux ans, les former pour aller vers un autre secteur, parfois une autre région, pour pouvoir justement gagner leur vie. C'est cela les nouveaux droits que nous devons créer.

On dépense plus de 35 milliards par an pour la formation continue. Et on forme toujours les mêmes. Ceux qui sont déjà bien formés, dans l'entreprise, qui ont des contrats longs. Ceux qui sont protégés. On ne forme pas les chômeurs. On ne forme pas ceux qui sont en intérim. On forme mal ceux qui vont avoir des transitions à venir. Donc ce sont les droits que je veux créer en redéployant notre organisation collective, en réorganisant en profondeur. Mais à côté de ça, il y aura des devoirs. Quand vous avez eu une formation, ou quand vous êtes dans une région où il y a une offre d'emploi, chez l'exploitant agricole dans le café-restaurant dont je parlais tout à l'heure, et bien vous ne pouvez pas refuser une offre d'emploi décente.

C'est cela, avoir une vraie politique républicaine. Non pas dire "tous ceux qui sont au chômage sont des assistés", mais d'expliquer qu'il y a des droits et des devoirs. Et donc derrière ces devoirs il y aura une obligation, et donc des contrôles. Certains seront amenés à accepter des offres d'emploi qui ne leur plaisent pas, qui n'étaient pas leur premier choix, mais qui correspondent à ce qu'ils savent faire, à des besoins, parce qu'ils auront eu en même temps de vrais droits.

C'est cela la République, nous l'avons oublié. Et donc ni facilité, ni laxisme, ni discours de stigmatisation, ni injustice ; le progressisme !

Faire plus pour ceux qui ont moins c'est aussi avoir une vraie politique pour l'école, j'en reparlerai plus en détail, mais on n'est pas dans la même situation quand on rentre en CP Auvergne ou dans les beaux quartiers de Clermont. C'est la réalité. Or aujourd'hui on a la même politique éducative. On a des petites différences : on enlève deux, trois élèves, on paye quelques dizaines d'euros, quelques centaines d'euros.

Un enfant qui arrive dans un quartier en difficulté en CP, et bien, il a parfois 200 mots de vocabulaire. Il a parfois des parents qui savent mal le français. Il a parfois jamais été devant un pédiatre, et donc on ne sait pas s'il sait lire au tableau. On ne sait pas s'il entend très bien. Il a des parents qui ne s'occupent pas bien de lui parfois. Il y a une détresse sociale. Celui qui arrive dans les beaux quartiers, c'est formidable, c'est notre fierté, c'est la grandeur de la France. Mais, il a eu des milliers d'heures avec ses parents. Il sait déjà bien souvent lire, écrire et compter. Il a été plusieurs fois à l'école ça va bien se passer.

Je peux déjà vous dire aujourd'hui, à 90% près, où sont les jeunes qui iront en prison, qui auront le chômage de longue durée, qui seront des décrocheurs et qu'on retrouvera en CM2, qui ne sauront pas lire, écrire, compter. 20% des élèves de CM2 en France ne savent pas bien lire, écrire, compter. Mais ils sont à 80% dans ces quartiers. Et donc oui, là il faut faire plus pour ceux qui ont moins. Mais beaucoup plus. Investir massivement.

Seul le prononcé fait foi.

Accepter d'avoir des enseignants plus expérimentés beaucoup mieux payés et d'avoir vraiment deux fois moins d'élèves par classe. C'est cela que je détaillerai dans les prochaines semaines.

La vraie injustice, c'est celle qui existe aussi en santé. Parce qu'il y a l'inégalité sociale, l'inégalité territoriale qui mine notre territoire et une partie de notre population.

La santé ça n'est pas qu'un coût. On doit continuer à baisser le coût de la santé en France, c'est évident. Mais le faire de manière intelligente : avec le territoire et les professionnels, le faire de manière concrète, sur le terrain. La santé ce n'est pas la même, ici à Clermont, et à Paris. Ça n'est pas la même dans le Cantal, à Rodez.

Hier à Nevers il n'y a pas un service où on ne m'a pas dit "Nous il manque trois postes, quatre postes. En télé-médecine, cela va nous aider à faire les premiers soins." Je ne suis pas sûr qu'il faille supprimer des postes d'infirmières, d'aides-soignantes... Par contre, ils ne sont pas bien répartis sur le territoire. Et donc, nous avons en santé des défis.

Le premier : celui de la prévention. Parce que si on veut baisser les coûts, les gens doivent être moins malades. Ce que je dis est du bon sens, on l'a oublié. **La France soigne bien, elle prévient mal.** Et donc en la matière j'ai pris plusieurs engagements hier, je les rappellerai. Deux, ce soir, que je veux rappeler :

Le premier : je veux que tous les étudiants dans les professions de santé aient ce que j'appelle un service sanitaire de 3 mois.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Que tous les étudiants infirmiers, dentistes, médecins, kinés, aient trois mois de leurs études prévues pour faire de la prévention. Ils seront formés, une semaine à deux semaines, et ils iront à l'école, dans les lieux de travail, dans les maisons de retraite, pour faire de la prévention contre le tabac, contre l'alcoolisme. Ils iront regarder à l'école si les enfants, justement, voient bien au tableau, s'il n'y a pas de la myopie qui n'est pas détectée, s'il n'y a pas des problèmes de surdité, qui ne sont pas détectés chez les plus âgés. C'est fondamental, la prévention. Ça n'a aucun coût, ce sera dans la maquette pédagogique, et c'est une armée, chaque année, de 40 000 jeunes professionnels que nous déploierons partout sur le territoire.

La deuxième mesure en matière de prévention, c'est que je veux que dans les 5 années, on couvre à 100% les lunettes, les dents et les prothèses auditives.

Je vais vous dire pourquoi et comment on le finance. Pourquoi ? Parce qu'un enfant dont les parents ne peuvent pas lui payer ses lunettes, ce qui existe aujourd'hui, c'est un enfant qui ne peut pas poursuivre ses études. Parce qu'un chômeur qui ne peut pas soigner ses dents, qui a les dents gâtées - pardon de parler de choses triviales, mais enfin c'est ça notre quotidien, c'est pas des belles et grandes idées, toujours, c'est le mariage des deux - s'il a des dents gâtées et qu'il ne se les soigne pas, il ne décrochera pas l'embauche, on le sait bien. L'employeur le verra, il dira "il a une drôle de tête". C'est comme ça, c'est d'une cruauté infinie. La personne âgée qui ne peut pas se payer l'appareil auditif qui coûte très cher, c'est quelqu'un qui continuera à entendre mal, qui s'accommodera de cela progressivement. Mais elle ira beaucoup plus vite vers la démence, l'isolement, la grande dépendance qui nous coûte beaucoup plus cher. Et donc vous voyez que si on traite mal ces sujets, mais comme tous les sujets en matière de prévention, et bien ça coûte in fine beaucoup plus cher à la société, beaucoup plus cher à notre système de santé. C'est fondamental.

Alors, comment je vais le financer ? Et bien, par un travail entre la sécurité sociale et les complémentaires. Un travail pour justement étendre cette couverture pour tous, mais pour aussi baisser les prix.

Parce qu'aujourd'hui, c'est parfois 3 fois plus cher en France que chez les voisins d'avoir des prothèses dentaires. C'est 3 fois plus cher que chez les voisins d'avoir des prothèses auditives. C'est ça la réalité !

Et donc, quand je prends cet engagement, c'est un engagement aussi d'une plus grande concurrence, d'une liberté accrue, d'une transparence tarifaire, d'une pression mise sur certains pour qu'on puisse couvrir tout le monde, au bon prix.

Et puis, le défi de la santé, c'est aussi celui de la ruralité. Je veux vous dire avant de conclure quelques mots sur ce beau sujet, sur ce grand sujet, qui est essentiel lorsqu'on veut faire plus pour ceux qui ont moins.

Parler de ruralité, ça n'est pas dire : "On va faire plaisir à quelques-uns, ils sont perdus, parce que c'est des territoires reculés de la République et qu'il faut en quelque sorte, de la même façon parfois que certains ont abordé les territoires ultra-marins, en disant : On va faire notre devoir, on va s'acquitter de ce qu'on leur doit puisqu'ils se plaignent tant".

Ça n'est pas ça parler de la ruralité. C'est tenir la promesse que j'évoquais tout à l'heure. C'est de dire : la ruralité, oui, ce sont des paysages formidables, ça fait plaisir aux métropolitains quand ils vont en weekend, ce sont des territoires qu'on aime retrouver pour les vacances, pour quelques jours. Mais enfin ! Ce sont surtout des territoires, qui veulent pouvoir vivre, qui veulent pouvoir réussir, qui veulent pouvoir avancer, et qui en ont le droit !

Et donc, faire plus pour la ruralité, ça n'est pas faire l'aumône. Faire plus pour la ruralité, c'est de donner les moyens d'être libres, d'être pleinement autonome. C'est faire le devoir républicain, parce qu'il n'y a pas la même égalité d'accès, pas la même égalité de départ, lorsqu'on dans la ruralité que lorsqu'on est en métropole, c'est cela la réalité.

Ça veut dire qu'en matière de santé, il faut continuer à développer les maisons de santé pluriprofessionnelles, aider à attirer les professionnels sur le terrain en investissant, aux côtés des collectivités, en rendant la ruralité attractive. Pas en faisant des plans d'en haut, non. J'étais tout à l'heure dans l'Allier, à Saint-Pourçain, une formidable maison de santé pluridisciplinaire. Ils l'ont fait ensemble, ce sont les professionnels de santé qui l'ont créée : des kinésithérapeutes, avec des généralistes, des sages-femmes, avec des infirmières. Et ils l'ont fait en étant aidés par les collectivités locales. L'Etat aide un peu, mais il doit aider davantage.

Mais, il ne faut pas faire un grand plan pour aider les maisons de santé. Il faut faire un grand plan de libération des territoires, pour que sur le terrain, les collectivités territoriales, accompagnées par les professionnels de santé et l'Etat, puissent développer cette offre, redevenir attractives, avoir des bourses d'installation et faire revenir les professionnels !

Ça veut dire aussi : permettre, dans la ruralité, à toutes celles et ceux qui entreprennent, d'entreprendre plus facilement. Ça veut dire : avoir une vraie politique en matière de foncier, pour les jeunes exploitants agricoles et les aider à s'installer. Parce qu'il y a une relève qui est là, qui veut aller de l'avant, parce qu'il y a une jeune agriculture, parce qu'il y a une jeunesse agricole. Elle est fière, et je veux l'accompagner. J'en ai assez que l'on parle de l'agriculture comme une chose qui est en train de tomber. Non ! C'est une part vibrante de nos territoires et de notre économie, qui veut réussir et aller de l'avant, et nous devons l'accompagner.

Ça veut dire, des aides à l'installation et au foncier. Ça veut dire, une vraie politique de prix. Ce que demandent les agriculteurs, ce n'est pas d'être aidés ! C'est de vivre de leur

Seul le prononcé fait foi.

travail ! Et donc en la matière, oui là, il faut remettre de la régulation. Je l'assume. Il faut remettre des contrats de filières, des vrais contrats de filières. Parce que, quel est le problème de l'agriculture ? C'est que vous avez quelques dizaines de milliers de producteurs pour lesquels c'est de plus en plus difficile, quelques rares centrales d'achat et distributeurs, et 60 millions de consommateurs. Qui fait le pouvoir ? Qui prend la décision ? Qui décide des prix ? Je ne vous fais pas de dessin.

Et donc, et certains d'ailleurs dans la distribution sont en train de le faire, et je veux les saluer, par un risque de responsabilité : les fonds d'achat local, ils valorisent des contrats de filière. Et il ne faut pas tomber là dans des discours trop rapides, ou qui attaquent. Mais on doit valoriser, développer, ces relations de filières. Valoriser ces distributeurs, qui font justement de la vente de proximité, qui acceptent de fixer les bons prix, qui ne sont pas forcément les plus bas, en éduquant le consommateur, en expliquant que pour avoir des bons produits, il faut payer le travail qu'il y a derrière. Il faut payer la nourriture des bêtes, il faut payer l'entretien des terres. Et donc il faut accepter de rentrer dans ce contrat pour que les prix soient justes. Et donc nous généraliserons ces contrats de filières, ces bonnes pratiques. Nous généraliserons aussi, et nous encouragerons, ce que j'ai vu tout à l'heure dans vos Halles de Clermont : le circuit court. Je reviendrai dans les prochaines semaines sur ce sujet. Ça n'est pas la panacée sur tout, quand on doit exporter, quand on a des filières d'excellence. Mais enfin, c'est parfois la réponse. Et puis nous devons aider nos exploitants agricoles, à se diversifier, à avoir d'autres sources de revenus : dans l'énergie, par la mécanisation, ou par d'autres innovations, en développant d'autres activités, de valorisation du patrimoine - ils le font aussi. Et le patrimoine rural ne serait plus là s'il n'y avait pas les agriculteurs, des paysans, au fond - parce qu'on emploie toujours aujourd'hui des circonlocutions. Des exploitants agricoles, ce sont des paysans. **C'est pas une insulte, "paysan". C'est un beau mot. C'est être dans un pays, mais c'est aussi le faire, le transformer, le modeler, le façonner. Il n'y aurait plus de pays, s'il n'y avait pas de paysans.**

Et donc pour les aider à réussir, nous devons aussi les aider à investir. Ce sont les mesures de baisse du coût du travail que j'évoquais, et nous devons continuer, secteur par secteur, à aider les paysans à investir pour valoriser leur produit. La solution, c'est d'aller vers l'aval, comme on dit. C'est-à-dire, de ne plus vendre simplement son lait, mais de le transformer. On l'a vu ensemble, dans le Cantal, cher Jacques, il y a quelques semaines. Un formidable jeune exploitant ; il ne gagnerait pas sa vie, ce serait déjà fini, si il vendait son lait à la coopérative, il ne le rentabiliserait pas. Mais il a pu investir, et il fait du fromage. Et celui-là il le vend mieux. Et donc nous devons, partout, aider les éleveurs, qui aujourd'hui font du broutard et n'arrivent pas à bien le valoriser, à aller plus dans ces initiatives formidables, qui sont prises ici d'ailleurs - qui consistent, non plus à envoyer en Italie les broutards se faire engraisser pour ensuite payer plus cher le lait ou la mozzarella, mais en faire une ici, avec la même bête ! Le valoriser sur le terrain. Ce sont de formidables initiatives. Il faut développer l'aval, valoriser le produit, et pour cela aider nos agriculteurs, nos paysans à investir.

Faire plus pour ceux qui ont moins dans la ruralité, c'est aider les commerçants. Ce que tu fais, cher Francis, est formidable en la matière, en Lozère. Les aider à se regrouper, à mieux s'organiser, pour faire face aux défis parfois de la désertification.

C'est avoir une couverture numérique à la hauteur. Tout ce que je vous dis depuis tout à l'heure n'existe pas, si on n'a pas la fibre, ou la 3G au moins.

Les maisons de santé avec la télé-médecine, formidable innovation, bon courage si vous ne captez pas. Et c'est le cas dans beaucoup de territoires. En tant que ministre, j'ai fait le

Seul le prononcé fait foi.

maximum, je vous assure, on s'est battus à quelques-uns: pour développer la fibre, pour mettre encore plus de contraintes sur les opérateurs. On a fait des choses très compliquées, développer dans les centres-bourgs, ils seront tous couverts, en 2G -ce qui n'est pas suffisant, demain en 3G, d'ici l'été. Pour développer les antennes relais dans 1700 centres de priorité, au-delà des centres bourgs. Mais il faut aller plus loin. C'est l'investissement en infrastructures du XXI^e siècle, et donc je vous le dit, **je présenterai dans quelques semaines, un plan ambitieux de couverture du numérique, qui ira plus loin que celui en cours, en conduisant l'Etat à prendre ses responsabilités, et donc à investir lui-même à marche forcée partout où les opérateurs ne le feront pas.**

Parce que ce sont les infrastructures essentielles : ce sont aussi les routes, les accès. Combien se sont battus pour le TGV ou l'aéroport de proximité. Vous savez, je viens d'une ville qui ne s'est toujours pas remise de ne pas avoir eu le TGV. Avec mon épouse, nous venons d'Amiens. Je peux vous dire, j'y étais encore il y a quelques jours, on vous parle encore - et je le sais, c'est pour ça que j'en parle, on a vécu le même traumatisme -, il y a encore certains qui parlent de leurs bagarres d'il y a vingt ans. Parce que le TGV, à l'époque, il y avait des réalités politiques locales, il a été fait directement de Paris à Lille. Et bien Amiens a beaucoup perdu : de l'accès, des entreprises, des services. Et donc oui, les infrastructures de transport c'est aussi important. Alors je ne vais pas vous promettre un grand plan à 300 milliards. Parce que vous savez, les grands plans à 300 milliards d'infrastructures, certains grands Présidents de la République et Premiers ministres les ont promis. C'était en 2010-2011, de mémoire. Les mêmes vous disaient que la France était en faillite, vous me direz. Mais enfin ces grands plans, c'était du vent, ils n'ont jamais été faits. Je ne ferai pas de promesses avec de l'argent que je n'ai pas.

Par contre, ce que nous allons développer, là aussi avec les territoires dans un dialogue responsable, c'est que chaque territoire, bassin d'activité, chaque ville-centre, soit raccrochée par des infrastructures dignes du XXI^e siècle, à la métropole ou au centre d'activités important pour elle. Ce ne sont pas des grands plans napoléoniens, mais c'est ça un plan efficace du XXI^e siècle. Ça veut dire, que si le cœur de votre activité est dans une métropole qui est à 200 km, vous ne pouvez pas avoir 2 ou 3 heures de route, vous devez avoir un accès rapide, parce que la vie de vos entreprises, de vos concitoyens en dépend, parce que c'est le développement économique, parce que c'est votre santé, parce que c'est ça l'efficacité. C'est ce plan d'infrastructures concret avec les territoires que je veux faire et que nous porterons.

Faire plus pour ceux qui ont moins, c'est aussi faire plus pour nos finances locales. Je sais qu'il y a beaucoup de maires, beaucoup d'élus locaux ce soir. Je vous le dis, en responsabilité, comme je l'ai dit pour la santé. Nous continuerons à faire des économies, c'est indispensable, je les présenterai dans les prochaines semaines. Je ferai des économies sur la sphère publique, comme on dit joliment, c'est à dire sur l'Etat, sur la santé, et sur les collectivités locales. Et ces économies, on devra les faire d'abord en faisant quelques réformes en profondeur, en faisant des réorganisations qui font de vraies économies, pas en passant le coup de rabot sur tout le monde. Parce que là il y a une victime : l'investissement local et la modernisation de nos territoires. Mais pas non plus en demandant le même effort à tout le monde. Quand vous êtes une métropole, un territoire d'attractivité, vous avez des revenus fiscaux, vous avez des entreprises qui vous paient de la taxe professionnelle, vous avez des gens qui ont de l'argent et qui peuvent payer plus facilement les impôts locaux. Lorsque vous êtes dans la ruralité, vous cumulez aujourd'hui toutes les difficultés. Et donc bien souvent, les efforts qu'on a demandés aux communes se sont traduits par quoi ? Des augmentations d'impôts locaux, fatalement. Ce qui fait que

Seul le prononcé fait foi.

dans nombre de nos villes, dans nombre de nos villages et de nos villes des territoires, les charges que vous payez au titre de la taxe d'habitation ou de la taxe foncière sont plus importantes que celles que vous payez dans les grandes villes. Et comment derrière aller expliquer : "il faut attirer des médecins ! Il faut attirer des entreprises !" Ils comparent aussi. Et donc pour cela, nous ne devons pas demander le même effort à tous les types de collectivités. Ça n'est pas un cadeau, c'est un droit réparé. Ça n'est pas une obole, c'est notre devoir fait pour donner à chacune et chacun les mêmes armes et la possibilité de devenir à nouveau attractifs et de réussir.

Parce qu'il y a partout en France, une volonté de faire, une innovation, une volonté d'aller de l'avant. Et donc faire plus pour ceux qui ont moins, dans la ruralité comme dans les quartiers, partout en France, et bien c'est donner la possibilité aux énergies qui sont là, bloquées, assignées à résidence, parfois d'ailleurs pointées du doigt, et bien d'avoir une égalité d'accès, comme le reste du territoire, de pouvoir elles aussi réussir enfin, avoir accès à cette liberté dont je parlais tout à l'heure. C'est cela ce que je veux faire avec vous.

Alors mes amis, pour conclure, vous l'avez compris, cet engagement, ces propositions que nous avons commencé à décliner, et que je déclinerai dans les jours et les semaines à venir sur le terrain, elles refusent le diktat des partis politiques actuels qui voudraient nous livrer à une forme d'espace fermé.

Les uns nous disent : "vous allez rentrer dans le XXIème siècle. Ce sera dur. Je vais vous demander des efforts. Surtout à ceux qui en ont déjà fait. Il faudra réussir. Surtout pour ceux qui ont déjà réussi." Et qui portent un projet conservateur.

D'autres, ils vous disent : "ça va être formidable. Avec nous, il y aura des cadeaux. Il y aura de la répartition, de la justice. Nous allons défendre, la main sur le cœur, un modèle social. Quant à savoir comment on produit, nous reviendrons demain." Ça ne marche pas. C'est pas du patriotisme, vous savez, de vouloir en France produire quand on ne propose que de redistribuer. Ça n'est pas de l'esprit de responsabilité ou du modèle républicain, quand on propose en France, en effet, de nouveaux droits et créances sans expliquer comment on les finance. Ça n'est pas de la justice, quand on n'a pas un vrai discours sur la liberté et la capacité à faire.

Et la troisième voie qui nous est proposée, c'est celle de la haine, du repli. C'est celle portée par les extrêmes. C'est celle qui propose aujourd'hui aux Français de sortir de l'Europe, de sortir du monde, de se fracturer dans la haine. Mais celle-ci progresse, aussi. Elle progresse, de l'irresponsabilité des deux premières. Elle progresse du fait qu'on ne veut plus essayer de faire réussir le pays en donnant une place à chacun. Elle progresse du fait qu'on voudrait faire croire à tout le monde qu'on peut penser le progrès comme il y a 30 ans.

Notre responsabilité, mes amis, est immense. Immense. Car nous sommes le seul rempart à l'esprit de haine et aux extrêmes. Nous sommes le seul rempart parce que nous sommes l'ambition responsable. Parce que nous regardons en face la dignité des personnes, que nous voulons faire réussir et protéger. Parce que nous regardons en face la force des territoires. Parce que nous avons conçu ce projet pour le pays ensemble. S'il y a cette vague qui monte, c'est parce que notre projet c'est vous qui l'avez porté. C'est parce que du premier jour, je suis allé vers vous, nous sommes allés vers les Françaises et les Français pour écouter, pour construire. Parce que chaque jour nos militants, nos adhérents, vous, vous construisez un projet. En vous réunissant, en réfléchissant. Parce que nous écoutons pour faire. Parce que **le projet que nous sommes en train de**

construire, c'est un projet pour prendre le pouvoir, mais le prendre pour le rendre.

Pour le rendre aux territoires, pour le rendre aux citoyens, pour leur permettre de faire.

Alors je sais que le quotidien est parfois difficile. Je sais que la colère est parfois là. Je sais que, pour certains, parfois le désespoir peut s'installer. La responsabilité qui est la nôtre, celle des progressistes, c'est de porter pour eux cette espérance.

A quelques kilomètres d'ici, en 1941, après un jugement, un jeune Français a réussi à s'évader. Pas s'évader pour aller se protéger ou se cacher. Il s'est évadé pour rejoindre le Général de Gaulle, pour se battre pour son pays. Il s'est évadé, au risque de sa vie, pour que nous puissions ce soir être là, et encore proposer. Porter avec fierté ce qu'est la France. Il s'est évadé, et il a eu ces mots, quelque temps après, en parlant de son jugement, de son emprisonnement, et en disant : "Ce n'est pas la justice de la France ; c'était celle de Hitler. Ne désespérez pas de la France." C'est ce qu'il a écrit. Ce jeune homme courageux, c'était Pierre Mendès France.

Alors mes amis... ce soir... à Clermont, nous n'allons pas désespérer de la France.

Parce que nous sommes là.

Parce que vous êtes cette force debout et qui marche.

Alors en vous renouvelant mes vœux, pour cette année qui commence et cette année de combat ensemble, oui, je vous dis et je vous redis, comme l'écrivait Alain, de penser printemps, de vouloir printemps, parce que le printemps sera à nous mes amis.

Parce que le printemps nous allons le conquérir, pour nos idées, pour notre pays !

Parce que ce printemps sera progressiste !

Parce que ce printemps sera celui de notre conquête !

Vive Clermont !

Vive la République !

Et vive la France !

Aller plus loin

Le replay >

facebook.com/EnMarche/videos/714846825360189/

Suivez Emmanuel Macron

